

Un legs à nourrir Rencontre avec Suzanne Loiselle et Marie-Paule Lebel

Aurélie Lanctôt

Numéro 332, automne 2021

Nous vieillirons ensemble. Quelle place pour la vieillesse dans notre société ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/96805ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

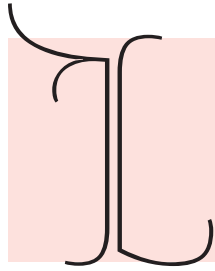
Lanctôt, A. (2021). Un legs à nourrir : rencontre avec Suzanne Loiselle et Marie-Paule Lebel. *Liberté*, (332), 35–40.

Un legs à nourrir

× × × × × × × × × × × × × × ×

**Les sœurs auxiliatrices Suzanne Loïselle et Marie-Paule Lebel,
à la veille de fermer leurs livres, se confient sur
leurs décennies d'engagement militant.**

Aurélie Lanctôt les a rencontrées à la résidence Mont-Carmel, à Montréal.



Le documentaire *Ainsi soient-elles*, réalisé par Maxime Faure et présenté en juin 2021 dans les salles de cinéma, montre un visage trop peu connu de la vie religieuse au Québec. Pendant six ans, entre 2013 et 2019, le réalisateur a suivi jusque dans leur intimité les dernières sœurs auxiliatrices du Canada, au moment où elles s'apprêtaient à fermer pour de bon le chapitre québécois de leur communauté.

La Congrégation des auxiliatrices des âmes du purgatoire, les « Auxis » pour les intimes, est membre d'un institut international fondé en France en 1856 par Eugénie Smet. Elle est aujourd'hui présente dans une vingtaine de pays, sur quatre continents – en Allemagne, au Salvador, à Hong Kong, en Inde et à Taiwan, au Tchad et, jusqu'à récemment, au Canada. De spiritualité ignacienne, les Auxiliatrices ne sont liées à aucune œuvre en particulier, leur vocation s'articulant plutôt en fonction des luttes à mener. Elles se donnent ainsi pour mission d'aider « à tout bien, quel qu'il soit », suivant la formule de leur fondatrice. Résolument féministes et engagées auprès des personnes vulnérables, les Auxiliatrices sont souvent en tension avec les structures ecclésiales centralisatrices et patriarcales de l'Église catholique, qu'elles critiquent ouvertement. Au Québec, les Auxis s'établissent d'abord à Granby en 1949. Au départ, elles ne sont que cinq, trois Françaises et deux Canadiennes. Elles seront par la suite une trentaine à s'engager sans relâche auprès des plus vulnérables de la collectivité : ex-détenus, femmes, réfugiés ou personnes assistées sociales. Peu importe le contexte, la vie des sœurs auxiliatrices est marquée avant tout par la militance et l'engagement social, la bataille contre les injustices. Dans *Ainsi soient-elles*, on voit bien l'empreinte de cette vie de luttes, qui d'ailleurs témoignent des dernières décennies de l'histoire militante du Québec. À travers les souvenirs et les traces laissées dans le temps – les photos prises lors de manifestations en soutien au peuple palestinien ou contre la guerre en Irak, un dossard de la marche Du pain et des roses, signé par les participantes, des macarons, des banderoles, des affiches et des slogans, de « Québécoises debouttes ! » à « Féministes tant qu'il le faudra » –, on comprend que, pour elles, c'est dans la constance que se caractérise l'engagement.

Et leur feuille de route est impressionnante. Dès les années 1960, les auxiliatrices jettent les bases d'un service

de soins à domicile à Granby, qui sera plus tard intégré au centre local de services communautaires (CLSC). Dans les années 1970, elles créent un centre d'aide pour les jeunes utilisateurs de drogue et portent avec d'autres la création d'une maison de transition pour les personnes en libération conditionnelle, le Joins-toi – un projet aussi porteur que controversé, qui n'aurait jamais vu le jour sans la détermination des auxis et de leurs alliés. Elles jouent aussi un rôle important au sein du Regroupement des personnes assistées sociales de Granby. Installées à Montréal à la fin des années 1990, elles s'impliquent autant dans le mouvement des femmes qu'en politique municipale et, bien sûr, auprès des organismes de solidarité internationale.

Deux ans après la fermeture de leur communauté, le legs des luttes menées par les auxiliatrices perdure. Cela dit, au sortir d'une pandémie ayant mis en relief des déchirures profondes dans le tissu social, la question de la transmission se pose de façon plus criante que jamais. Comment les valeurs et les outils de la lutte qui se développent dans l'engagement et au cœur de la bataille peuvent-ils survivre à ce démantèlement, puis être transmis à d'autres, qui mènent des luttes différentes, propres à leur époque ? Faire place au renouveau relève-t-il de l'acte de foi ? Devant le désordre du monde, où peut-on puiser des sources d'espoir ?

✱✱

Le film Ainsi soient-elles documente un moment précis de l'histoire des auxiliatrices du Québec, à savoir la fermeture de votre communauté. On pose un regard très intimiste sur votre quotidien, sur les questionnements qui vous animaient au moment de fermer vos livres. Vous soulevez notamment la question suivante : que faire lorsqu'on arrive à un certain âge et qu'il faut déménager, qu'il faut penser l'approche de la mort ? J'aimerais savoir quel regard vous posez sur la façon dont nous abordons ces enjeux en société.

Suzanne Loïselle — C'est une question immense ! La réflexion sur la mort, sur le processus de vieillissement, me préoccupait déjà bien avant la pandémie, mais disons que le traitement réservé aux personnes âgées durant la dernière année a rendu cette réflexion encore plus aiguë. Comment nous entrons en lien avec elles et quelles solutions nous avons trouvées pour prendre en charge le processus de vieillissement... Tout cela me consterne. Surtout pour avoir

vécu dans d'autres contextes culturels où l'on ne parque pas les vieux, où on choisit plutôt de les accompagner dans les familles. Même ici, j'ai connu ça, moi. Ma grand-mère n'était pas dans un CHSLD. Comment en est-on arrivés à faire ce choix collectif, qui est lui-même fait de choix familiaux, personnels ? La question s'est évidemment posée dans notre communauté. Celles qui arrivaient en fin de vie,

× × × × × × × × × × × × × × × ×

« [...] ce sont les gens [qui sont aujourd'hui dans les CHSLD] qui ont construit notre histoire, nos institutions et nos outils collectifs. [...] Leur apport à la société a été effacé. »

× × × × × × × × × × × × × × × ×

nous avons toujours tenté de les garder près de nous le plus longtemps possible. Mais, à un moment donné, les énergies sont moindres et il faut être soutenues. La vie est complexe, nos capacités sont limitées, et elles vont en diminuant, c'est certain. Je trouve qu'on a un gros défi comme société occidentale, et comme société québécoise, par rapport à cela. On peut bien sûr avoir pour idéal de dire : gardons les vieux le plus longtemps possible dans un milieu convivial ; mais il faudra à un moment donné reconnaître quand une personne a besoin de plus de soins et quand il faudra sauter le pas. Parfois, il arrive qu'on exprime soi-même ce besoin. Il y a une forme de détachement impressionnante qui s'installe – c'est une chose que nous avons vue parmi les nôtres. Reste que, quand je regarde ce que sont devenus les CHSLD et ce que la pandémie a révélé, je suis atterrée. Il ne faut pas oublier que ce sont les gens qui ont construit notre histoire, nos institutions et nos outils collectifs, des gens qui ont participé à la vie démocratique, qui se retrouvent là. Leur apport à la société a été effacé. Évidemment, nous avons vécu une crise sans précédent avec la covid-19. Mais cette crise a été aggravée par des politiques publiques déguellées à l'égard du système de santé, dont nous avons hérité des conséquences. En ce qui me concerne, les Philippe Couillard et Gaétan Barrette de ce monde feraient mieux de rester cachés longtemps !

Marie-Paule Lebel — C'est un immense problème, ce que nos gouvernements ont fait du soutien aux personnes qui vieillissent. Toute la promesse des soins à domicile, par exemple, a été reniée. J'ai moi-même travaillé comme infirmière dans un service de soins à domicile. Il m'arrivait de faire cent kilomètres par jour pour aller voir les gens

chez eux parce qu'ils étaient alités, parce qu'ils étaient impotents, parce qu'ils avaient une sonde vésicale ou besoin d'un soluté... On leur offrait tous ces soins à domicile. On faisait le kilométrage nécessaire et on avait à notre disposition le matériel nécessaire. S'il fallait une autre personne pour appuyer la famille dans les soins, il était possible d'en faire la demande. Nous avions les budgets. Je me dis que ce système a été corrompu et que c'est ça qu'il faut contester. Sous le gouvernement de Pauline Marois, il y a eu un plan pour renforcer les services à domicile, pour que les gens puissent rester chez eux sans que ça pèse trop sur les familles, mais ce plan n'a jamais été mis en œuvre. Récemment, nous avons nous-mêmes demandé de l'aide à domicile pour accompagner une consœur. Il s'agissait d'obtenir des soins de base. Nous n'avons toujours pas reçu de visite pour faire l'évaluation de ses besoins. On ne nous donne pas les moyens, ce qui est absurde quand on sait que ça coûterait beaucoup moins cher de garder les gens chez eux avec de l'aide que de les placer en institution. J'accuse notre système de santé par rapport à tout cela. Il y a bien sûr des gens qui ont de l'argent et qui peuvent se payer de belles résidences lorsqu'ils avancent en âge. Mais quand la santé flanche, qu'est-ce qui leur arrive ?

SL — Il faut se demander ce qui, sur le plan politique, a mené à la déviation du modèle des soins à domicile. C'était pourtant extraordinaire ! Je revois Marie-Paule partir dans sa petite Volkswagen jaune, beau temps, mauvais temps... On ne savait jamais si on devait l'attendre pour souper ou non. Mais ce travail était fabuleux. Qu'est-ce qui a fait qu'on parle encore de soins à domicile sans être capable de les inscrire dans une politique publique cohérente et adéquatement subventionnée ? Ça coûterait pourtant moins cher que les CHSLD. Et c'est sans parler des conditions de travail du personnel de ces CHSLD, qui sont de l'exploitation pure. Nous l'avons bien vu durant la pandémie, dans quelles conditions le personnel soignant et le personnel d'entretien étaient contraints de travailler. Qu'est-ce qui fait qu'une société aussi riche a appauvri à ce point les services directs à la population ? Ce n'est pas propre aux services aux personnes vieillissantes. C'est vrai ailleurs dans le réseau de la santé, notamment quand on regarde l'effritement du modèle des CLSC, dont il ne reste plus rien. C'est la même chose dans le domaine de l'éducation, où l'on a vu les services aux élèves s'appauvrir au fil du temps. J'étais présente dans les écoles, où nous avons dû mener des batailles de fou pour le maintien des services, pour que restent dans les écoles les conseillers pédagogiques, les conseillers en orientation, les orthopédagogues, les travailleurs sociaux... Tout cela a pratiquement disparu.

Dans Ainsi soient-elles, on aborde aussi la disparition inévitable de plusieurs communautés religieuses au Québec, où il y a très peu de relève. La documentation de votre démarche de fermeture a-t-elle suscité des échanges à ce propos ?

MPL — Oui, je crois que notre décision de parler de la fin de notre communauté a permis d'ouvrir un dialogue. En nous voyant mener notre réflexion sur la fermeture de nos livres avec sérénité, une autre communauté religieuse du Lac-Saint-Jean nous a tendu la main en disant vouloir elle aussi ouvrir la discussion sur cette question. On n'ose

pas regarder ça en face dans les communautés religieuses. C'est comme si on vivait une forme de déni. Ce n'est pas le propre des communautés religieuses, d'ailleurs. Dans le documentaire, l'histoire de notre déménagement, qui peut sembler si banale, a rejoint les préoccupations de plusieurs personnes. Lors des rencontres organisées en marge des projections, il y a des gens d'un certain âge qui nous ont dit : « Ça m'a réveillé ! » Il faut penser à ça, à l'organisation de notre fin de vie, sans s'en remettre aux plus jeunes pour organiser nos déménagements, au risque de ne pas être satisfaits. Il y a aussi la question du souffle. On nous voit beaucoup respirer, soupirer dans le film. Un couple qui est venu assister à une projection a voulu ouvrir la discussion sur le thème de la respiration, de la mort ; sur le sens du souffle dans leur vie. Des gens ont voulu échanger là-dessus, entre eux. Ce sont des questions très profondes. Par ailleurs, pour en revenir au rapport à la religion, il y a bien sûr nos positions critiques par rapport à l'Église patriarcale et hiérarchique, que nous exprimons très clairement dans le film. J'espère que cela stimulera des discussions ouvertes à ce sujet.

Justement, cela rejoint des questions d'actualité brûlantes, concernant la participation de l'Église au génocide des peuples autochtones du Québec et du Canada. Il en est question plus que jamais ces derniers temps avec la découverte de tombes anonymes et de corps d'enfants sur les terrains d'anciens pensionnats autochtones tenus par des communautés religieuses. Les communautés autochtones disent depuis des décennies que leurs enfants disparus sont forcément enterrés là, quelque part, sur les terres de l'Église. Pourtant, le reste de la société faisait la sourde oreille. Maintenant, nous sommes forcés d'affronter ce sombre chapitre de notre histoire. Comment accueillez-vous ces découvertes ?

SL — Avec douleur. On fait partie de cette gang-là, qu'on le veuille ou non. Nous appartenons à cette Église, nous sommes en lien avec ces communautés-là. J'ai travaillé dans un organisme appelé l'Entraide missionnaire, qui était une coopérative de communautés engagées en solidarité internationale ; je connais des gens de plusieurs communautés qui sont aujourd'hui montrés du doigt. Quand on parle des Oblats, j'en connais et j'en ai connu. Les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Hyacinthe, les Sœurs de Sainte-Croix dans l'Ouest, les Sœurs de Sainte-Anne... Ma première réaction est donc viscérale, car nous avons des liens avec ces gens-là, nous avons vécu des expériences de solidarité. Je les ai visités en Haïti, en Amérique latine. Donc, bien sûr, il y a la douleur. Mais en même temps, ça ne m'étonne pas. Quand on refait l'histoire du Canada et du Québec, le traitement réservé aux populations autochtones par le gouvernement, et dont l'Église a été complice, était carrément une politique génocidaire, une politique de destruction. Une entreprise d'assimilation non seulement culturelle, mais aussi des corps. Les communautés religieuses ont fait la « job de bras », et c'est terrible. Je ne sais pas si elles le savaient, si elles ne le savaient pas – je ne peux pas répondre pour elles. Nous n'avions pas la même lucidité il y a soixante ans dans nos rapports avec les peuples autochtones. Il faut l'assumer. Moi qui suis originaire de Granby, je n'ai jamais rencontré d'Autochtone durant

toute ma jeunesse ni durant les premières années de ma vie adulte. Tout ce que je connaissais se résumait à quelques bribes rapportées tout croche à travers l'enseignement de l'histoire. Mais quand je me suis installée à Sept-Îles et que j'ai enseigné à de jeunes Autochtones, il a fallu que je m'assoie pour réfléchir sérieusement, que je prenne le temps de m'informer, de consulter les gens du milieu, d'ouvrir un dialogue avec les jeunes... Tout ça pour dire que ça ne m'étonne pas que, dans les communautés religieuses, on réagisse en plaçant l'ignorance par rapport aux politiques d'extermination des Autochtones. En même temps, on se demande : est-il possible d'avoir été aussi naïf ? C'est comme la question des agressions sexuelles dans l'Église, qui est très étroitement liée. Je connais des membres de communautés religieuses qui ont été accusés des décennies après les faits. C'est à se demander comment on a pu laisser cours à cela pendant aussi longtemps, comment on a pu en

× × × × × × × × × × × × × × × ×

« Il ne faut pas se cramponner aux formes du passé. [...] Parler de transmission, c'est aussi poser la question : comment transmettre ? On ne peut pas faire de copier-coller. »

× × × × × × × × × × × × × × × ×

effacer les traces. L'Église devra un jour répondre de tout cela. Reste que, malgré la douleur, je me dis : allumons nos lanternes, faisons une relecture critique de l'histoire civile et citoyenne. De l'histoire de l'Église aussi. Tant de pays l'ont fait – le Canada n'est pas seul dans son cas.

MPL — Cela amène aussi toute la dimension de l'emprise du gouvernement et de l'Église hiérarchique sur les communautés religieuses. Il est aussi là, le drame. Quand on regarde, par exemple, les orphelins de Duplessis, ça a été la même chose. Parce qu'on manquait d'argent dans les établissements pour continuer d'éduquer les jeunes, on les a déclarés « malades mentaux », simplement parce que c'est là que se trouvaient les budgets. Les communautés religieuses se sont soumises à ces décisions sans se questionner, aux directives du cardinal Léger et des autres. Malgré tout, encore aujourd'hui, l'analyse historique critique est absente des communautés religieuses. Le mot d'ordre est encore d'obéir et de respecter la hiérarchie de l'Église. Tout cela a manqué et manque encore. D'ailleurs, nous n'y échappons pas : si les Auxiliatrices avaient eu des institutions au Québec, peut-être aurions-nous aussi obéi à ces directives.

Pas de couvre-feu pour la réflexion !

Quatre fois par année, *Liberté* vous donne à lire sur des enjeux qui nous concernent tous... pour la suite du monde.

Prenez part à la vie artistique et politique du Québec tout en nous aidant à tenir le cap en toute indépendance.

Votre abonnement fait une véritable différence.

Tous les détails sur notre site
◀ revueliberte.ca ▶

	1 an 4 n ^{os}	2 ans 8 n ^{os}	3 ans 12 n ^{os}
En kiosque	60 \$	120 \$	180 \$
Abonnement	55 \$	104 \$	147 \$
Tarif étudiant	50 \$	—	—

LIBERTÉ
art & politique

Et c'est terrifiant, cette soumission des communautés religieuses, qui ont ainsi mis en œuvre des politiques injustes, génocidaires, et tout ce que tu veux.

Alors que, dans votre cas, c'est en contradiction totale avec l'engagement qui a guidé vos vies, et qui guide plus généralement la mission de votre communauté...

MPL — Oui, nous avons lutté contre toutes ces injustices. Nous avons aussi lutté contre la structure hiérarchique ecclésiale elle-même. J'espère d'ailleurs que, sur le plan de la critique ecclésiale, le documentaire encouragera les gens à libérer leur parole. On nous demande souvent si nous avons eu des problèmes avec la hiérarchie de l'Église. Je pense que la liberté de parole que nous nous sommes donnée; la liberté de faire l'analyse d'un monde d'hommes, d'un monde patriarcal, qui n'arrive pas à comprendre que toute une partie de l'humanité est exclue de son organisation, je pense que cette prise de parole peut donner un petit coup de pouce. Il est grand temps de nommer les choses. De continuer l'analyse critique. Il faut savoir tenir tête !

SL — S'il y a des critiques nous visant, de toute façon, elles ne nous sont pas adressées. On le sait bien, on l'a vu par le passé. Les plaintes, les critiques ne nous arrivent qu'indirectement. Après tout, c'est la nature même de l'institution de l'Église de ne pas affronter les vraies questions. On peut espérer que la parole soit libérée à la base, mais elle ne sera pas libérée à la Conférence des évêques catholiques du Canada et à l'Assemblée des évêques catholiques du Québec, qui sont une gang de peureux. C'est la solidarité collégiale dans le silence total au lieu de la solidarité avec le peuple. Il y aura peut-être des discussions dans certains réseaux, mais hors de l'institution, hors de la structure de l'Église. C'est tant mieux, d'ailleurs. Mais à l'intérieur de la structure, oubliez ça. Pour le vent de liberté dans l'Église, disons qu'on va repasser. Je sais que, de toute façon, je vais être morte, empaillée, avant de le voir. C'est épouvantable à quel point il s'agit d'une institution figée. Ne perdez même pas votre temps. Moi, je ne veux plus mettre une minute de mon temps pour affronter ces gens d'institution qui appliquent les commandes institutionnelles et suivent la solidarité collégiale sans exercer leur sens critique. Quand je suis arrivée à l'Entraide missionnaire en 1986, il y avait quatre évêques progressistes au Québec. Ce n'était pas si mal, quatre sur soixante-quinze. Ces évêques progressistes étaient politisés, ils étaient engagés. Aujourd'hui, il n'y a plus la moitié d'une jambe d'un évêque politisé, ni au Québec ni du côté du Canada anglophone d'ailleurs, où ils sont tous alignés avec les évêques américains d'extrême droite.

MPL — Les évêques refusent encore de prendre une quelconque autonomie dans leur diocèse, invoquant leur serment d'obéissance...

SL — Pourtant, ce serment doit être interprété. Nous aussi, nous avons fait un serment d'obéissance, mais on l'interprète !

Le documentaire parle bien sûr de la transmission des valeurs. Les auxiliaires ont consacré leur vie à l'engagement, bien loin de cette structure ecclésiale que vous critiquez. Bien loin également des valeurs conservatrices de

l'Église. Comment avez-vous réussi à maintenir ce cap et à incarner les valeurs qui sont les vôtres, qui sont celles de votre communauté ?

SL — Je pense que nous avons eu deux chances. La première, c'est de ne pas avoir eu d'institution, à une époque où les communautés religieuses et l'Église du Québec étaient la courroie de transmission des services en éducation, en santé, dans les services sociaux. Ne pas avoir eu d'institution nous a donné une liberté, nous a permis de ne pas être prises dans l'administration, dans la gestion de personnel, et dans la mise en œuvre des directives de l'État. Et la deuxième chance, c'est qu'on a fait partie de réseaux. Des réseaux féministes, de personnes engagées en solidarité internationale, de lutte contre la pauvreté... Réseaux, réseaux, réseaux – c'est la base de tout. Cela nous a permis d'être alimentées et soutenues autrement. La construction de ces solidarités n'aurait pas été possible si nous avions été ailleurs, plus étroitement rattachées à l'État ou à d'autres institutions. Quand on pense aux luttes de soutien à la Palestine, par exemple, auxquelles nous avons participé, disons que ce n'est certainement pas avec le ministère des Affaires étrangères du Canada qu'on aurait pu le faire ! Nous avons pu nous engager aux côtés des Palestiniens, aux côtés des groupes antiguerre, notamment auprès du collectif Échec à la guerre. Nous avons pu nous inscrire dans des réseaux qui déconstruisent les politiques militaristes et proposent d'autres options. C'est ce qui nous a nourries, finalement. Même lorsque nous avons eu un rôle à jouer au sein d'institutions, à travers le service de soins à domicile à Granby, par exemple, qui était soutenu par le gouvernement, même là, ce n'était pas intégré au réseau hospitalier, il s'agissait d'un service alternatif. Nous avons été sauvées par ça. Si je regarde ma propre histoire, je vois bien cette chance. Ce sont les gens avec qui j'ai travaillé et milité qui m'ont nourrie, stimulée, habitée.

MPL — Je regarde la lutte pour la création de la maison de transition à Granby. Seules, nous n'aurions jamais réussi à passer à travers toutes ces actions pour faire admettre dans le milieu une maison pour les personnes en libération conditionnelle. C'est grâce à une partie de la population, qui nous a soutenues, qui a voulu défendre la cause à nos côtés, et c'est ainsi qu'on a tenu le coup. Maintenant, cette maison de transition rayonne et a fait des petits. Il y en a cinq autres qui se rattachent à la maison mère de Granby. Si l'on fait un bilan, c'est là qu'on peut se dire : il y a des gens qui continuent d'incarner les valeurs qui nous sont chères, même si notre communauté n'existe plus. Quand on regarde les réseaux dans lesquels nous nous sommes inscrites, on voit cette survivance, cette vie qui continue avec d'autres.

Nous voilà donc au cœur de la question de la transmission. Il est intéressant de voir que la passation des valeurs s'est faite sans que se soit transmis le rapport à la religion, à la foi, qui n'est pas souvent le moteur de l'engagement des gens, de nos jours.

SL — Quand on a commencé à participer au documentaire, on ne s'est pas assises avec le réalisateur pour réfléchir aux questions de transmission tant que ça. L'approche était spontanée, intimiste. Reste que nous posons cette question

de la transmission des valeurs que nous, les auxiliaires, avons voulu incarner. Or on voit que, malgré la fermeture de nos livres, les valeurs persistent. Plusieurs personnes les incarnent, militent dans le même sens que nous. Même si on disparaît, les réseaux restent. Nous sommes inscrites dans quelque chose qui nous dépasse, et c'est la source de notre sérénité. En solidarité internationale, j'ai fait partie d'un autre organisme qui aujourd'hui a disparu, l'Entraide missionnaire, que j'évoquais tout à l'heure. Il a fallu un jour réfléchir à la fin de nos activités – ce n'est pas le propre

× × × × × × × × × × × × × × × ×

« Ne pas avoir d'institution nous a donné une liberté, nous a permis de ne pas être prises dans l'administration, dans la gestion de personnel, et dans la mise en œuvre des directives de l'État. »

× × × × × × × × × × × × × × × ×

des auxiliaires. D'autres groupes réfléchissent au legs des organisations qui disparaissent. Comment les organisations peuvent-elles survivre autrement, sous d'autres formes ? J'en suis venue à la conclusion que les gens disparaissent, mais les intuitions demeurent, les acquis des luttes demeurent et, surtout, les réflexions post-luttes sont en branle.

MPL — Je crois que, même sans le rapport à la religion, l'adhésion à des valeurs humaines profondes est présente, et c'est là qu'il est possible de se rejoindre. J'ai fait partie de la coordination de la dernière Marche mondiale des femmes, et c'était mon bonheur d'arriver à cette table et de voir que nous étions cinquante femmes, dont la plupart étaient jeunes, qui portions les mêmes valeurs. Nous travaillions chacune dans nos régions, dans nos milieux, avec le même dynamisme. Nous savions nous reconnaître. Ce que nous, auxiliaires, avons voulu défendre, porter avec amour et détermination, continue. C'est là, bien vivant. C'est d'ailleurs ce que l'on disait aux jeunes femmes venues assister à une projection du documentaire au centre d'art Le Livart l'autre soir : la relève est là, elle vit. Elle agit différemment, mais elle vit.

Il y a la transmission des valeurs, mais il y a aussi la transmission des savoir-faire militants, des façons de s'organiser, de passer à l'action. Croyez-vous que cette passation soit réussie ?

SL — Je crois qu'il faut être conscient du fait qu'il y

à aujourd'hui une crise du militantisme, une crise dans la passation des savoirs et des expériences. Cela soulève plusieurs questions. Je regarde par exemple un réseau au sein duquel je milite encore, le collectif Échec à la guerre – j'y suis une vieille boule à mites depuis le début des années 2000. Or je constate qu'il est difficile de rassembler des gens au sein d'une organisation. Je pense qu'il y

× × × × × × × × × × × × × × × ×

« Je regarde aujourd'hui la manière dont les jeunes réfléchissent, posent des questions, et je me dis que, oui, je peux mourir en paix. »

× × × × × × × × × × × × × × × ×

à plein de gens antimilitaristes, qui s'opposent à la hausse des budgets militaires léguée par le régime de Stephen Harper. Mais militer au sein d'une organisation où, systématiquement, il faut se rencontrer pour réaliser une analyse de conjoncture, ou pour coordonner la rédaction d'un communiqué de presse qui prend du temps, où il faut rédiger douze versions avant de sortir environ trois paragraphes... Il me semble y avoir peu de jeunes qui ont la patience de faire cela – disons parmi les vingt-cinq à trente-cinq ans. Il y en a, bien sûr, mais ils s'engagent plutôt à court terme. C'est sûr que les gens sont pris par leur travail, la vie d'aujourd'hui est plus exigeante, entre le travail, la famille et maintenant la pandémie. Alors bon, je me dis qu'il faut aussi apprendre à se réinventer, il faut savoir regarder en face cette crise du militantisme et admettre que les luttes se transforment, et que les stratégies, forcément, se transforment... On n'a pas les mêmes stratégies syndicales aujourd'hui qu'à l'époque où j'étais à la CEQ en 1975, évidemment ! C'est la même chose pour les luttes féministes et toutes les autres luttes. La marche Du pain et des roses de 1995 et celle qui aura lieu en 2025 ne seront pas les mêmes. La question est de savoir comment ça va se transformer. Il ne faut pas se cramponner aux formes du passé. Il faut embrasser d'autres stratégies pour faire face à un autre contexte, où les lois sociales sont différentes. Les contenus changent, alors les stratégies aussi. On ne peut pas faire autrement. C'est la même chose en solidarité internationale. La lutte pour la Palestine n'était pas la même il y a vingt-cinq ans. Parler de transmission, c'est aussi poser la question : comment transmettre ? On ne peut pas faire de copier-coller. Ce qu'on a connu comme lutte des femmes dans les années 1970, qui étaient des années extraordinaires, puis dans les années 2000 était forcément différent, et les choses sont tout aussi différentes dans les années 2020. Ça ne veut pas dire que les luttes se

sont éteintes. Il y a encore des gens qui militent et qui se retrouvent, j'en suis convaincue. Je regarde aussi du côté de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale, et il y a là des gens qui continuent de se mobiliser et de réfléchir, mais qui le font en reconnaissant que le contexte est différent. Ce n'est pas la même dynamique qu'autrefois. Les jeunes ont une créativité nouvelle, ils voient les choses autrement, d'une manière qui nous déstabilise. La communication, par exemple, c'est tout autre chose aujourd'hui. Mais c'est correct. Après tout, nous avons fait pareil à la génération précédente !

Il n'en demeure pas moins que les luttes sont aujourd'hui extrêmement pressantes. Comment envisager la solidarité dans un monde post-pandémie ?

SL — Je voudrais revenir à la question des CHSLD. Les CHSLD tels qu'on les a connus, tels qu'on les a « découverts », durant la pandémie, et la réflexion qui s'en est suivie dans la collectivité... Je me demande quels sont les changements systémiques qui seront réellement effectués. Très franchement, ça augure mal. Je pense que ça va prendre un mouvement citoyen très fort sur les enjeux de politiques publiques pour qu'on observe un changement de cap. Je ne vois pas d'autre possibilité que de sortir, en tant que citoyens, et de dire : ça suffit ! C'est comme ça que nous avons accompli toutes les autres transformations sociales, que ce soit à travers les luttes syndicales, les luttes populaires, les luttes citoyennes... Rien ne nous est donné sans mobilisation d'envergure.

MPL — Ça nous prendrait un autre Printemps érable, mais cette fois pour la santé et les services sociaux !

SL — Ah ! Comme c'était inspirant, ce moment. Il y a dix ans, déjà... Quand on parlait de transmission, justement, en 2012, je me disais sans cesse : on peut mourir maintenant, ça y est ! Cette jeunesse est mobilisée. Je regarde aujourd'hui la façon dont les jeunes réfléchissent, posent des questions, et je me dis que, oui, je peux mourir en paix. Je n'ai aucune angoisse existentielle à ce propos. Les jeunes savent poser les bonnes questions. Ils vont s'y prendre autrement pour y répondre, ils vont affronter les problèmes organisationnels auxquels ils sont confrontés, ils vont parer au manque de soutien étatique... Il y a encore de l'énergie. Nous faisons face à un immense défi de société, mais les forces vives sont là. Quant à la solidarité intergénérationnelle, je me demande comment on peut faire le pont, comment on peut faire exister les dialogues. Chose certaine, il faut veiller à ce que les générations apprennent à se parler entre elles, afin de mieux se comprendre et de décider, tous ensemble, où on s'en va. **L**

Aurélien Lanctôt est codirectrice et rédactrice en chef de la revue *Liberté*.